

LA SITUATION ITALIENNE APRES LE MOUVEMENT DU PRINTEMPS 1977

1. LA REPRISE D'AUTOMNE

Les premières échéances de septembre nous donnent déjà un cadre assez précis du comportement ouvrier actuel : le nombre de ceux qui sont descendus dans la rue lors de la grève syndicale du 9 septembre (1) est resté limité, la masse des travailleurs s'est mise en grève sans enthousiasme, sans objectifs clairs, tant il est vrai que pour la faire, le syndicat a dû l'associer à des conflits internes à l'entreprise.

Dans cette situation, le but du syndicat, et surtout du P.C.I. a été précis, à savoir : garantir que ne se manifeste aucune dissension à la ligne du pacte social, et pour l'obtenir, il a donné toute liberté à son service d'ordre pour matraquer les ouvriers qui ont voulu manifester leur désaccord.

Pour nous, il serait sans intérêt d'en rester là, à mener une polémique contre le P.C.I. qui n'a fait que radicaliser sa pratique normale de répression des luttes ouvrières autonomes et il nous paraît pas important, comme pour la D.P. (Democrazia Proletaria) (2) de démontrer la prétention du P.C.I. de faire fonctionner le syndicat comme courroie de transmission. Nous pensons au contraire que les ouvriers doivent continuer le débat sur la situation concrète, sur la lutte contre la restructuration, pour la garantie du salaire, contre les licenciements, et éviter de se faire entraîner dans la polémique sur la "violence", où, par "violence", les réformistes entendent les tentatives d'opposition au pacte social que tous les partis ont signé, et non l'exploitation patronale et les mesures anti-ouvrières du gouvernement.

Nous croyons en fait que l'opposition ouvrière ne peut pas s'accroître dans un meeting tel que celui du 9 septembre, mais qu'elle doit s'organiser dans les usines et donc, qu'un débat doit se développer entre ouvriers et prolétaires qui débouche sur une action précise en réponse à la situation actuelle.

Il en faut peu pour que rendre compte de la gravité de l'attaque anri-ouvrière sur tous les fronts, des licenciements, du blocage de l'emploi, de l'aggravation des conditions de vie et de travail que nous subissons.

Le dernier exemple est la loi sur le pré-emploi qui finance les patrons avec de l'argent prélevé sur les salaires par de nouveaux impôts, et qui détruit tous les droits et les garanties qui avaient été conquises, en légalisant le travail au noir et la surexploitation (le refus de cette loi par la Confindustria (3) et la nécessité, de ce fait, pour le gouvernement d'accepter des conditions encore plus avantageuses pour les industriels, démontrent qu'il est impossible d'utiliser la loi dans l'intérêt de l'ouvrier).

Il est encore plus clair qu'aucun des partis ni des syndicats ne s'oppose à ce projet, tous sont d'accord pour reconnaître que le premier problème est de sauver l'économie nationale, qu'il faut répartir équitablement les sacrifices, etc. (par exemple, en éliminant les sept jours fériés de façon à ce que les ouvriers se sacrifient et travaillent plus, et que les patrons se sacrifient en exploitant plus, ou encore, comme l'a dit Lama (4) le 9 septembre, en assurant la pleine mobilité pour garantir l'emploi, comme si la pleine mobilité n'était pas un moyen de réduire les besoins en main-d'oeuvre et donc de permettre de nouveaux licenciements).

Le problème qui se pose alors est celui d'avoir un projet et une alternative d'organisation à celles d'aujourd'hui. Mais, là aussi, sur cette question des alternatives, de l'opposition ouvrière, nous devons commencer par mettre les choses au clair. Pour beaucoup d'ouvriers, le problème est de rendre le syndicat plus combatif, et même d'avoir un nouveau parti à la place des vieux partis qui ont "trahi".

Selon nous, c'est une réponse erronée à une exigence réelle : les partis et les syndicats jouent leur rôle d'organiseurs des travailleurs, non pour opposer leurs intérêts de classe aux patrons, mais pour vendre à meilleur prix leur force de travail sur le marché capitaliste. C'est pourquoi, quand le système productif est en expansion, sous la pression des luttes ouvrières, les bureaucraties syndicales et politiques prennent des mesures à cet effet, moyennant quoi s'instaure toute une série de centres de pouvoir. Mais quand il est nécessaire pour le capitalisme de se restructurer, quand les luttes ouvrières s'opposent avec détermination à cette nécessité, il se forme un bloc conservateur qui unit au contraire les patrons aux réformistes.

D'autre part, à y voir de plus près, on s'aperçoit que le P.C.I. n'est pas seulement une organisation bureaucratique

et hiérarchique qui met un frein aux luttes, mais qu'il gère aussi directement le pouvoir économique, que ce soit au niveau national (mouvement des coopératives, banques, et même dans l'industrie elle-même), ou que ce soit au niveau international où il a la fonction de médiateur entre le capitalisme italien et les pays de l'Est et de l'Afrique, placés sous l'hégémonie soviétique. De plus, le capitalisme italien, grâce à l'énorme expansion de l'intervention de l'Etat, a développé et rallié à lui une grande masse d'intellectuels, techniciens, couches moyennes, parmi lesquelles le réformisme s'est répandu et des intérêts desquelles il doit tenir compte.

En définitive, l'expérience démontre que les représentants du monde du travail extérieurs ne peuvent défendre nos propres intérêts. Quand nous parlons donc d'alternative, nous nous référons clairement à notre action directe, à l'organisation que nous nous donnons, au pouvoir que nous savons prendre concrètement.

Aujourd'hui, il s'agit pour nous d'avancer sur la voie ouverte par des années de lutte, mais pour le faire, les moyens que nous avons utilisés jusqu'à maintenant ne suffisent plus, nous devons comprendre sur quel terrain nous nous mouvons pour affronter le combat et vaincre.

2. QUELQUES DONNEES SUR LA RESTRUCTURATION ET LA RECONVERSION

La crise a travaillé avec force et ténacité, elle n'a épargné personne. Nous utilisons ici le terme "crise" dans son sens le plus large, à savoir comme comportement du capital dans son attaque contre la force ouvrière qui implique l'utilisation d'instruments et mécanismes nouveaux dans l'objectif de réaliser l'accumulation dans une situation de modification des rapports de force entre les classes.

Nous définissons donc la restructuration comme cet ensemble de modifications du procès de production visant à une relance de l'accumulation.

Concrètement, le processus actuel de restructuration signifie :

1) L'introduction d'une nouvelle technologie, comme par exemple dans l'industrie de l'automobile, dans l'objectif d'augmenter la productivité du travail, de réduire le nombre d'emplois, et surtout détruire l'expression du pouvoir ouvrier dans l'usine. Du point de vue de l'organisation ouvrière, nous pouvons vérifier que la tentative des patrons est de détruire l'unité de classe qui s'est formée dans les grandes usines, par le biais d'une décomposition plus poussée des travaux, une fluidification de la production, c'est-à-dire en pratique, l'introduction de structures capables de garantir la production, même en présence de luttes ouvrières en amont ou en aval (doubles chaînes, réserves de main-d'oeuvre disponible) et l'augmentation de la productivité par l'introduction de stimulants, avec l'accord du syndicat.

2) La déconcentration de la production qui va du développement des petites et moyennes usines à l'augmentation du travail au noir, à domicile, etc. Il faut souligner au moins deux points à ce sujet : d'une part, la déconcentration ne signifie pas du tout disparition de la grande entreprise centralisée, étant donné que toutes ces petites usines ne sont pas indépendantes, mais centralisées par les grandes industries, soit directement par la coopération au niveau de la production, soit par le contrôle bancaire. D'autre part, la déconcentration signifie un déplacement d'une série d'usines du vieux triangle industriel, Turin-Gènes-Milan, désormais saturé et où règne une grande combativité, vers un nouvel axe qui traverse la Toscane, l'Emilie et la Vénétie (5) (il suffit de voir qu'en Emilie, le niveau de l'emploi est de 56 % contre une moyenne nationale de 33 %). Cet axe est caractérisé par, d'une part, un plus fort contrôle politique sur ces territoires, que ce soit par la dominance du P.C.I. en Emilie et en Toscane, de la D.C. dans la Vénétie et, d'autre part, une dimension réduite des entreprises (ce n'est pas par hasard si, très récemment, un théoricien du P.C.I. d'origine ouvrière disait que la déconcentration de la production est en soi un élément de transition au socialisme).

3) La définition d'un rapport différent entre l'Etat et l'entreprise (et nous parlons ici de reconversion) selon lequel l'Etat reconnaît au système de l'entreprise le rôle de garantir l'accumulation et déplace par une série d'opérations les ressources de la consommation privée et sociale du prolétariat vers l'entreprise elle-même (par des mécanismes fiscaux, une tentative de rendre rentables aussi bien les services que les participations de l'Etat, signifie en pratique le blocage des salaires des travailleurs des services, restructuration et démantèlement des participations de l'Etat, augmentation des tarifs des services eux-mêmes).

Ce processus de restructuration s'insère dans une modification du rôle du capitalisme italien au niveau international qui d'un capitalisme producteur et exportateur de produits manufacturés, va se transformer en un capitalisme producteur et exportateur de structures industrielles complètes de technologie moyenne (voir les

accords avec la Russie, les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient). En conséquence, est reliée à ceci la politique de soutien à la demande interne qui avait été pratiquée jusqu'à maintenant soit par quelques concessions salariales, soit par l'expansion de l'emploi garantie par l'Etat. Une politique économique de ce type signifie évidemment une aggravation des conditions de vie du prolétariat et une nette augmentation des antagonismes de classes.

Pour affronter ce fait, il est nécessaire que l'ensemble des forces politiques participent au processus en obtenant une partie des bénéfices, voilà tout le mystère du pacte social.

Le pacte social signifie en pratique une synthèse entre le réformisme d'en haut, garanti par la D.C. (par le contrôle sur la machine étatique, la réunion des couches moyennes et le rapport avec la bourgeoisie), et le réformisme d'en bas que garantit le P.C.I. par sa capacité à contrôler les couches ouvrières assez nombreuses et son réseau de pouvoir local. L'éventualité que le pacte social se traduise ensuite en compromis historique ou donne vie à de nouvelles déchirures, dépendra d'un ensemble assez complexe de facteurs qui vont du comportement réel du prolétariat à l'équilibre international du pouvoir.

L'année dernière, nous avons pu vérifier les effets du pacte sur le comportement de classe : d'un côté, une riposte à toutes ces organisations qui s'opposent à la lutte ouvrière qu'elles avaient jusqu'à maintenant médiatisée, de l'autre, une radicalisation des secteurs sociaux qui n'ont aucun espace réel dans ce pacte social.

Ces facteurs ont déterminé aussi l'évolution actuelle par des chemins différents de la lutte ouvrière et du mouvement des sans-travail : d'un côté, la classe ouvrière se voit obligée de reconstruire ses instruments d'action d'une manière inévitablement souterraine et informelle, de l'autre, les chômeurs manuels et intellectuels ne disposent d'aucun point d'insertion par lequel mener leur propre lutte et sont donc contraints de l'orienter sur un terrain totalement étranger à la production qui ne permet par conséquent pas d'obtenir des résultats et des conquêtes immédiates mais qui, à l'opposé, n'a d'incidences qu'en termes de pouvoir.

Le gros problème qui se pose aujourd'hui à la classe ouvrière est l'utilisation, de la part du pouvoir, de ce que nous pouvons définir comme une "culture de la crise" :

Dans le cycle des luttes précédentes, les ouvriers considéraient comme affaiblie la capacité du système à répondre à leur pression, que ce soit en termes de meilleures conditions de travail ou d'améliorations salariales. En pratique, les ouvriers accroissaient leur pouvoir au sein de la production sans se poser le problème de l'appropriation de la production elle-même. Ce type de développement a été immobilisé dans la mesure où a été présenté aux ouvriers, en pratique soit par les licenciements et le blocage des augmentations, soit au niveau de l'opinion par une campagne massive qui est partie de la crise du pétrole, l'éventualité d'une catastrophe qui mette en cause leur propre possibilité de survivre (nous nous référons ici à la pénurie des ressources, à la pollution, etc.).

Sur ce terrain, la lutte purement revendicative présente des difficultés croissantes, les points de force précédents deviennent des points de faiblesse, comme le démontre par exemple le cas UNIDAL aujourd'hui et le cas "INNOCENTI" (6) où on répond à la pression ouvrière avec la menace et la pratique des licenciements de masse ou avec une élévation démentielle des charges de travail.

Il devient alors nécessaire de mettre à l'ordre du jour une lutte d'appropriation, d'exercice direct du pouvoir ouvrier. Les ouvriers n'ont pas pu, toutes ces années-ci, se poser le problème ni même se forger une opinion sur comment une telle lutte peut se pratiquer. La vieille idéologie de la conquête du pouvoir à partir de laquelle se sont développés le P.C.I. et les petits partis nés à sa gauche, n'est pas une bonne solution pour les ouvriers, soit parce que la lutte dans une économie intégrée à l'échelle internationale comme l'économie italienne, se situe à un niveau beaucoup plus élevé, soit parce que l'expérience des "pays socialistes", qui sont en réalité capitalistes d'Etat, démontre qu'un parti maître n'est pas mieux qu'un parti bourgeois.

En outre, la lutte ouvrière est déjà une critique du capitalisme d'Etat, étant donné que les besoins et les rapports sociaux qui lui sont propres ne se limitent pas à toucher la forme juridique de la propriété bourgeoise pour la substituer à la propriété d'Etat, mais vont jusqu'à se mesurer et à critiquer concrètement l'organisation même du travail et de la vie, donc à proposer l'abolition du salariat.

D'autre part, il est pratiquement impossible de s'emparer des usines et de construire à partir de là le pouvoir lui-même, cas par cas, dans une structure productive qui n'est pas la simple addition de plusieurs entreprises, mais qui fonctionne selon des circuits intégrés à un niveau national et international. Le niveau maximum nécessaire que la force ouvrière doit atteindre pour se poser comme force organiquement antagoniste au capitalisme doit donc être

la capacité de modifier à l'échelle générale les rapports de production à son propre avantage, soit sous la forme d'obtention de conquêtes immédiates et concrètes, soit sous la forme d'une capacité totale à modifier les lois qui règlent la production. L'actuelle structure de classes nous donne quelques indications dans ce sens quand elle met en évidence la nécessité pour le capitalisme de dévaloriser l'intelligence productive du prolétariat pour s'en assurer un contrôle encore plus inébranlable.

Par conséquent, développer cette intelligence productive sur les thèmes des conditions de vie des prolétaires est une voie obligatoire sur laquelle nous devons nous mesurer et sur laquelle le mouvement est déjà en train de faire ses premières preuves dans la lutte anti-nucléaire, et en général dans la critique de la production de la mort.

3. LES LIMITES DE LA RESTRUCTURATION

La restructuration en cours aujourd'hui apparaît à beaucoup de camarades et en général aux prolétaires comme la preuve d'une capacité illimitée du capitalisme d'assurer son propre pouvoir sur le terrain de la production. Ce type d'évaluation se reflète de manière contradictoire au sein du débat ouvrier, à savoir que pour les couches les moins combattives du prolétariat, c'est un élément de renforcement des liens avec le réformisme et de perte de confiance dans la lutte, tandis que pour les ouvriers les plus combattifs, c'est un stimulant pour prendre des distances par rapport à la lutte et l'organisation au sein de l'usine et miser sur un niveau d'affrontements plus "politiques".

Concrètement, cela signifie la maturation d'une contradiction interne à la classe ouvrière que l'on peut théoriser comme contradiction entre droite et gauche ouvrière. De cette façon, l'extrémisme fonctionne une fois de plus comme face complémentaire et subalterne du réformisme, étant donné qu'il n'arrive pas à dépasser une attaque, bien que juste et méritée, de la politique réformiste.

Une idée plus claire sur les limites de la restructuration peut être au contraire un point de force pour l'opposition ouvrière.

Les limites économiques sont la difficulté évidente que le capitalisme a pour réaliser un relancement effectif et solide de l'accumulation, étant donné que les nouvelles technologies introduites impliquent une augmentation des dépenses et ne garantissent pas une augmentation suffisante de la productivité. Le même discours vaut pour la déconcentration productive qui, si elle permet une séduction du coût du travail, pose de toutes façons de nouveaux problèmes de gestion et de financement et n'est praticable seulement que dans quelques secteurs.

Mais surtout, il y a les limites de la résistance ouvrière qui s'exprime dans la défense de quelques mécanismes salariaux comme l'échelle mobile, défense qui, nous l'avons vu, se traduit dans les luttes autonomes à chaque augmentation massive des prix, dans la persistance des luttes de catégorie, dans la combativité nouvelle des secteurs traditionnellement à l'arrière-garde (hôpitaux, dockers, aéroports, chemins de fer, etc.). Il s'agit d'une force ouvrière qui apparaît rarement sous la forme d'organisation d'objectifs précis, mais dont le capital perçoit parfaitement les contradictions et les difficultés à développer une structure cohérente.

Outre la résistance ouvrière, il faut considérer les données du mouvement de printemps, expression d'une crise profonde du contrôle social, crise qui va s'élargir à cause de la chute de l'emploi et de la marginalisation croissante de la population hors du système productif et hors du système des partis.

L'unique type de récupération de ce mouvement que le pouvoir peut opérer, soit dans sa variante conservatrice, soit dans sa variante réformiste, est son utilisation contre les luttes ouvrières pour faire passer la politique des sacrifices en soutenant que les sacrifices sont indispensables pour garantir l'emploi. Si cette éventualité se vérifie, le risque qui court est d'assister à une radicalisation de la classe ouvrière contre les "sans garantie", une séparation et une opposition dans les usines à tout autre type de lutte prolétaire.

La limite principale de la restructuration qui nous intéresse est sa capacité à mettre en échec stratégiquement l'autonomie de classe.

Si cette restructuration signifie soumission plus étroite à la loi du profit de toute l'activité sociale, elle signifie aussi élargissement et homogénéisation des comportements et des intérêts de classe, expansion de la force ouvrière. Alors, la lutte au port de Gènes, à l'aéroport de Rome (7), parmi les travailleurs des hôpitaux et des chemins de fer, les cartes syndicales déchirées par des milliers ne sont pas des faits corporatifs, ni même trop particuliers, mais des éléments précis de cette expansion.

Certainement, ces luttes et toutes celles qui se dérouleront à l'avenir ne peuvent rien compter, ni sur la rigidité du système productif, ni sur les institutions. En fait, le système productif tout entier s'oppose aujourd'hui à l'action ouvrière sans laisser aucune exception ni par des interventions de l'Etat pour sauver les secteurs en crise, ni par des engagements auprès des employés du secteur public pour assurer l'emploi. Ceci est d'autant plus grave pour les ouvriers qui n'ont pas la chance de travailler pour un patron à la grâce de Dieu ou du Fond Monétaire International !

A ce point, les institutions ne font que refléter cette donnée, que créer un consensus et la peur pour le faire accepter. Si cela signifie de nouvelles difficultés pour l'action ouvrière, cela signifie aussi moins d'illusions et moins de récupérations.

4. LA CRISE DU MILITANTISME

Nous avons exposé schématiquement ce que la crise a changé dans l'économie, dans la production, dans la classe, dans les systèmes de gouvernements de la société. Cherchons maintenant à éclaircir un autre aspect social, lui aussi modifié, à savoir le militantisme, la pratique de la théorie révolutionnaire.

Depuis 1973, il y a eu un blocage dans les types de luttes qui se sont développées jusqu'à maintenant. L'action ouvrière a perdu la force d'impact qu'elle exerçait en 1969 dans les grandes usines métallurgiques, mécaniques et chimiques, et s'est dispersée en multiples luttes dans les petites et moyennes entreprises, sans que ces ruisseaux ne se réunissent en un grand fleuve.

La classe a alors abandonné ses conseils d'usine, organes d'action politico-organisationnels immédiate et fonctionnelle et a perdu son principal point de force, la rigidité du travail, soit dans le sens de la garantie de l'emploi, soit dans le sens de l'immobilité du poste (8).

C'est ceci le point fondamental pour comprendre la suite, c'est-à-dire ce qui s'est passé dans la sphère du militantisme.

A l'affaiblissement de l'action ouvrière a fait suite immédiatement l'affaiblissement des groupes politiques axés sur la lutte dans les usines qui s'est manifesté par un "vide", une "crise" de la théorie de la révolution. L'écroulement de tout un réseau de liaisons dans les luttes ouvrières a fait abandonner les hypothèses d'une croissance de l'organisation dans la production après que chaque groupe ait été amené à se heurter à son propre mur, suivant la façon dont il entendait mener la lutte de classe.

Les militants extérieurs et les groupes anarchistes remettaient à l'ordre du jour la théorie du refus et s'attachaient à ressouder leurs propres organisations ; nombreux étaient ceux qui se dispersaient ainsi. Beaucoup de camarades restés dans l'usine après une réflexion sur le cycle des luttes en arrivaient à choisir la voie des groupes autonomes.

Les groupes autonomes sont donc le produit du refus ouvrier, ils naissent tardivement, en relation avec les tâches qui se définissent, et apparaissent sur un terrain défensif, la sauvegarde des améliorations obtenues. Ils seront le point de départ des luttes contre la restructuration, en cherchant à s'opposer à la rupture de la rigidité ouvrière dans les catégories qui semblent plus ou moins avoir été le point de force de la classe. La voie de l'autonomie est donc dans ce sens conservatrice. Etant incapable de donner vie à une théorie du développement révolutionnaire dans la sphère de la production, elle butte sur la défense d'une situation ouvrière spécifique, en se radicalisant toujours plus et en créant des organismes là où il y avait auparavant un flot de luttes. De plus, c'est une voie arriérée parce qu'elle prive les ouvriers d'une compréhension plus générale de la crise, ce dont est encore plus responsable le néo-léninisme dont le spectre plane dans la sphère de l'autonomie. En faisant une distinction, suivant leur habitude, entre organisation et mouvement réel, les néo-léninistes introduisent entre théorie et pratique une séparation qu'ils ont toujours faite et qui, au cours de leur défaite historique, s'approfondit jusqu'à opérer une réduction toujours plus grande de la spécificité ouvrière ; c'est pourquoi ils sont en permanence à la recherche du nouveau sujet révolutionnaire prolétarien, de situations sectorielles (des ouvriers aux femmes, aux jeunes, etc.), substituant à la totalité une partialité généralisée.

Le rappel d'une spécificité ouvrière concrète, c'est-à-dire de la particularité de la forme dans laquelle s'exprime la force ouvrière, renvoie à l'existence de la couche sociale qui a découvert dans le militantisme une possibilité d'action concrète.

La théorie de la vie quotidienne comme fait politique naît quand la vie quotidienne est désormais vécue comme

une crise du militantisme qui ne paie pas.

La fuite de l'usine qui a suivi une donnée réelle, celle de la crise des luttes, a fait le reste : soit elle s'est traduite par l'auto-licenciement de camarades qui n'arrivaient plus à trouver dans le travail en usine un terrain concret d'intervention, soit elle s'est traduite par "l'auto- marginalisation" des comportements ouvriers.

Maintenant, nous nous trouvons affrontés au fait, à Rome comme à Bologne, que le mouvement est identifié sans réserve au Mouvement, qu'on assimile peu à peu à la classe.

Les nouvelles théories de ce nouveau mouvement nous semblent être un jeu de miroirs qui renvoie l'image à l'infini. Les transversalistes (9), avec le « sujet frémissant de flux désirants », regardent l'action et la pratique organisationnelle à travers l'image que renvoient les vieux schémas léninistes incarnés par les vieux groupes et les tendances autonomes. A l'inverse, les néo-léninistes se servent de la théorie du nouveau sujet pour camoufler les erreurs politiques non négligeables qui ont décimé leurs rangs.

Disons à ces camarades qu'il est temps de cesser de porter aux nues chaque convulsion produite par la crise que traverse le prolétariat.

5. PERSPECTIVES

En brisant le mécanisme de développement économique, fondé sur le rapport entre expansion de la production et expansion du salaire/consommation, la crise a modifié la perception de la société qui a perdu son vernis doré de bien-être et l'espace démocratique a été plus étroitement soumis à l'usine.

Aujourd'hui la société n'est plus la société civile où les querelles entre groupes sociaux pouvaient se résoudre dans la confrontation, mais elle est le lieu où se complète le processus de production à travers la phase spécifique de la reproduction de la force de travail.

La vie du prolétariat n'est pas laissée au hasard. La phase de reproduction de la force de travail est analysée scientifiquement et divisée en situations et mouvements parcellaires : travail d'usine, secteur tertiaire, travail marginale, école, chômage ; chaque prolétaire a à sa disposition ces choix, en opposition à la rébellion et à la marginalisation.

Rupture du cycle des luttes, perte de la rigidité de la force de travail, organisation capitaliste de la reproduction de la force de travail, salaire qui, d'un vecteur prédominant du développement économique, se transforme en bailleur de fonds du mécanisme complet de la production, voilà les moteurs du démarrage des transformations sociales profondes que nous sommes en train de vivre, et qu'au moins une grande partie des protagonistes vivent comme une radicalisation du mouvement dans son ensemble en faisant le culte de comportements particuliers.

Si on accepte ceci, on en déduit qu'il est nécessaire de définir une voie qui soit une attaque recomposée et globale au niveau des différentes phases.

En affirmant aussi que la révolte de printemps est l'expression de la « couche sociale prolétaire qui réalise la concrétisation sociale maximum du temps libre par rapport au temps de travail », on ne doit pas oublier que c'est le temps libre par rapport au temps de travail, spécifique à ce système de production, qui règne dans les usines et que c'est ceci qui va déterminer la manière dont se fait la "libération" (de temps) : expulsion, contrôle, c'est-à-dire de toutes façons. la recherche par le capital de nouvelles formes de production.

N'interversons pas les termes du problème. Ce qui semble échapper à tant de camarades, c'est justement cela : le mécanisme complexe et coûteux de l'inflation/restructuration n'est pas un jeu qui ait une fin en soi, mais une stratégie bien claire qui se propose, ou mieux fonctionne déjà comme une refonte de l'économie, comme la reprise du procès de production dans un nouveau système intégré.

En cela, le capital ne laisse pas de marge au mouvement. C'est là que l'on doit se battre, c'est là que se reconstruira un front. Et c'est à partir de là qu'on peut abandonner à l'histoire passée une conception de la révolution comme expression politique séparée, pour, au contraire, tirer une conclusion concrète : la socialisation massive du travail porte en elle des contradictions insolubles sous la domination du capitalisme. Dans cette faille qui traverse tout le système de l'usine, il faut continuer à enfoncer les burins de la recomposition de classe. La révolution comme totalité d'action de classe.

Il est difficile de formuler des propositions qui correspondent aux besoins concrets immédiats. On peut cependant énoncer une série de propositions.

Au cœur de la crise, il y a un élargissement énorme de la base productive, dans ce sens que des vieilles couches sociales laissées en marge de la machine capitaliste deviennent fonctionnelles pour la production, et c'est ainsi que se créent les prémices d'une recomposition de classe qui tend à être globale. Il y a aussi une augmentation de la productivité qui rend possible une réduction de la part de travail individuel, tandis que le capital tend au contraire à réduire le travail socialement nécessaire à sa reproduction complète, et à développer le travail improductif. En ce sens, les tâches actuelles sont les suivantes :

- relancer plus clairement le débat ouvrier pour le développement de coordinations d'usines, de zones et de secteurs qui servent de point de départ à l'organisation d'une opposition sur tous les thèmes de l'exploitation (salaires, horaires, pollution, etc.) ; développer une connaissance plus approfondie des mécanismes du capital qui puisse servir de guide pour une action autonome plus décidée ;
- avec toutes les autres couches sociales prolétaires, ou mieux, avec tous les moments séparés du processus de reproduction de la force de travail, développer l'affrontement avec le capital sur des objectifs précis, même s'ils ne sont aujourd'hui praticables qu'en termes limités, partiels et pour une bonne part encore propagandistes, comme les réductions d'horaires, le contrôle prolétaire sur les prix, etc. ;
- pousser à fond la rupture avec les forces sociales qui ne voient dans la crise que l'occasion de réaffirmer leurs intérêts anti-prolétaires, à travers la critique, théorique et pratique, aussi bien de leurs actions sur le plan économique que des forces politiques qu'ils organisent et représentent.

Ces propositions sont encore très générales, de même qu'est général le débat qui existe au sein des coordinations ouvrières et dans les situations de lutte ; elles nous semblent par ailleurs exprimer des exigences actuellement assez répandues et présenter des données sûres qui peuvent servir de point de départ soit pour un débat de situation, soit pour un débat comme celui de Bologne en septembre (9).

Pour lui donner un caractère opérationnel et organisationnel, nous devons poursuivre la confrontation des expériences que nous sommes en train de mener, tout en renforçant les liens entre les situations de lutte, en définissant des objectifs concrets qui aillent dans ce sens, en brisant l'isolement et le ghetto dans lequel le pouvoir veut nous enfermer.

Milan, septembre 1977

1. Le 9 septembre, pendant la grève générale et durant un meeting avec Lama, secrétaire général de la C.G.I.L. (équivalent italien de la C.G.T.), un groupe d'ouvriers a tenté d'exprimer son désaccord avec Lama. Le service d'ordre du P.C.I., composé d'environ mille cinq cents personnes munies de matraques, ont attaqué le groupe contestataire jusqu'au sang. Le P.C.I. voulait ainsi réaliser plusieurs objectifs :

- 1) S'assurer un contrôle entier de la première manifestation d'automne.
- 2) Empêcher que se répètent les faits qui se sont déroulés lors du meeting à Milan de la C.I.S.L. (Syndicat de la Démocratie Chrétienne), démontrant ainsi la crédibilité du syndicat du P.C.I. par rapport à celui de la Démocratie Chrétienne.
- 5) Relever l'échec de Lama à Rome au printemps dernier, au meeting des étudiants. Ceci était d'autant plus important que cela se passait à Milan et que le P.C.I. voulait démontrer qu'il n'était pas contesté par les ouvriers à Milan, comme il l'avait été par les étudiants à Bologne.
2. "Démocratie Prolétaire" : cartel électoral de plusieurs organisations gauchistes (Vanguardia, Operaia, P.D.U.P., Il Manifesto, etc.) qui se présente actuellement comme un nouveau parti à la gauche du P.C.I. sans qu'il y ait cependant fusion entre ces groupes.
3. Contindustria : Association patronale nationale.
4. Lama secrétaire national de la C.G.I.L., syndicat du P.C.I.
5. Toscane, Emilie et Vénétie : régions du nord de l'Italie centrale, traditionnellement administrées par des partis de gauche et dans lesquelles ont été développées des structures productives basées sur une agriculture riche, organisée en coopératives de production et de commercialisation, sur la présence de très nombreuses petites et moyennes entreprises, sur un système de services sociaux suffisant pour assurer le plein emploi, et surtout sur un système bancaire géré par le P.C.I. qui a toujours garanti des crédits et de bonnes conditions. Le P.C.I. s'est ainsi assuré un contrôle total, non seulement politique, mais aussi économique, sur des régions entières.
6. Unidal et Innocenti : ce sont quelques unes des entreprises où la restructuration a signifié une diminution massive de emploi et une augmentation très forte des cadences de travail.
- 7 Le port de Gènes est un bastion traditionnel du P.C.I. et y sont employés des ouvriers traditionnellement très bien payés. La restructuration du port, acceptée par le signifie une diminution de l'emploi, une augmentation des

charges, etc. S'est constitué dans le port un collectif de base qui, au cours des dernières assemblées, a mis en échec le syndicat du P.O I. (il a obtenu la majorité des participants) sur la plateforme d'une lutte contre la restructuration. A l'aéroport de Rome, il y a eu une grève contre la nocivité des conditions de travail pour les assistants de vol, et en lien avec les ouvriers de l'aéroport. Une autre lutte sur ces mêmes problèmes s'est développée dans les chemins de fer où le syndicat confédéral a voulu organiser une série de grèves pour récupérer le mécontentement montant de la base, laquelle s'est exprimée soit en grèves sauvages, soit par un renforcement du syndicat autonome (corporatif, sur des positions de droite). Sur tous ces types de lutte, il est clair qu'il s'agit de couches sociales particulières (ouvriers professionnels qui ont un fort pouvoir contractuel).

8. On entend par rigidité du travail un ensemble de conquêtes ouvrières par lesquelles les patrons ne peuvent pas d'une part faire faire à un ouvrier un travail qui ne correspond pas à sa qualification, d'autre part transférer des ouvriers dans une autre entreprise ou dans un autre atelier. Cette conquête est une force du pouvoir ouvrier, dans la mesure où elle permet de constituer des groupes ouvriers homogènes et qui se connaissent. En outre, elle empêche les patrons de faire travailler les ouvriers dans des moments creux. Actuellement, le syndicat tend, dans la plupart des cas, à négocier les non-licenciements contre la mobilité (on entend par mobilité l'abrogation ou la rigidité du travail).

9. A propos des transversalistes, voir la note introductive.

D'autres textes en téléchargement sur : <http://cnt.ait.caen.free.fr>